



TABULA RASA

JOURNAL MURAL
CONTRE LA PRISON ET TOUS LES ENFERMEMENTS

PARUTION IRRÉGULIÈRE.
N°5. OCTOBRE 2020.

CAEN.

Smart city : une ville en circuit fermé

NOUS SOMMES CONTRE LES PRISONS, les frontières et tous les enfermements parce que nous pensons que le seul remède aux maux de cette société, c'est la liberté, la destruction de toute oppression et exploitation, la destruction des fondements même de cet ordre social.

Nous désirons faire payer à la mesure de nos moyens ce nouvel affront à notre liberté que constitue la construction d'une nouvelle prison à Caen, nous en prenons à ce système répressif, notamment à toutes les entreprises, les services publics et les associations, qui se font du fric avec la construction ou l'administration quotidienne de nouvelles prisons, de centres de rétention, qui participent de loin ou de plus près à administrer et contrôler nos vies au profit de l'Etat et du capital.

NOUS NE NOUS FAISONS PAS POUR AUTANT D'ILLUSIONS. Il y a peu de chance que nous arrivions à repousser ce projet de nouvelle prison. Et même si nous en venions à bout, nous n'aurions alors réussi qu'à ajourner une des trop nombreuses infrastructures de ce système répressif.

Or, la répression ne s'exerce pas uniquement dans des infrastructures - taules, Centre de Rétention Administratifs, caméras, Hôpitaux Psychiatriques, etc. - ni seulement par ceux et celles qui les administrent, mais s'inscrit dans des rapports sociaux, un maillage de relations, des appareils idéologiques qui sont aussi importants à détruire.

Nous avons également pleinement conscience que nous embourber dans un combat asymétrique et inégal avec l'Etat serait pour nous suicidaire, et que seul un mouvement insurrectionnel généralisé animé de perspectives révolutionnaires reste en mesure d'abattre ce tissu oppressif. Bref qu'on n'abat pas l'enfermement et le contrôle sans détruire le monde qui les produit.

Cela ne suffira pas pour autant à nous résigner à supporter cette énième construction, parce qu'elle nous est insupportable. C'est dans cette perspective que nous souhaitons nous y attaquer pour rendre visible ce qu'Etat et capital veulent laisser invisible. Et participer à notre mesure à faire table rase de ce qui nous détruit.

Tabula Rasa est l'un des moyens de faire vivre ce combat.

QUAND ON COMPARE CAMPAGNE ET VILLE, revient souvent l'image de cette dernière comme un lieu anonyme, où tout le monde s'ignore, à l'opposé de l'attention, parfois pesante, que l'on retrouverait dans des villages. Pourtant pouvoir aisément disparaître dans la masse urbaine semble de plus en plus réservé aux seules ninjas. En effet, si croiser les yeux vitreux des flics ou de caméras fixes devient difficilement évitable dès qu'on fout un pied dehors, ils ne sont que les organes les plus visibles d'un arsenal oppressif se déployant autour et en nous. Sous couvert de nous rendre la ville plus simple et sereine, « au plus près de nos besoins », s'enracine progressivement ce que beaucoup nomment *smart city* ou « ville intelligente ». Ce qui se concrétise derrière ce nom, ce n'est ni plus ni moins qu'un projet de contrôle et de gestion adapté à une société de masse.

Flirtant avec un cauchemars parano, il s'agit de rendre tout traçable et (pré)visible par les entreprises et les institutions, ceci grâce à une densification de la traduction en langage informatique et de la connexion de tout ce qui constitue une ville, habitant·es compris. La *smart city*, c'est une manière d'envisager l'espace urbain comme une immense machine qui capte, analyse, croise et produit des milliards de données et réponses pour aligner ou raser tout ce qui déborde des logiques imaginées par les dominants.

PISTAGE

DANS UNE SOCIÉTÉ DE DOMINATION, l'information est source de pouvoir. Un des éléments clés de ces *smart cities* est la captation et le stockage de données via l'implant de puces électroniques (RFID) et de capteurs dans les objets, les corps ou l'environnement. Il peut s'agir par exemple de détection de bruits « suspects » à Saint-Étienne, de mouvements identifiés comme hostiles ou non conforme à l'utilisation de l'espace public comme privé. Grâce au développement des nanotechnologies, la réduction de la taille des puces peuvent les rendre invisible à l'œil nu. Cette discrétion facilite son acceptation : difficile de lutter contre ce qu'on ne voit ou ne devine pas.

Si notre puçage n'a pas encore pris un rythme industriel comme pour les animaux non humains et les poubelles, certaines en font déjà l'expérience, leur permettant ainsi d'accéder à certains lieux, de payer, d'être tracé par crainte d'enlèvement, etc. Quand on sait qu'actuellement une brebis en vadrouille trouvée sans puce est conduite sans sommation à l'abattoir... La récolte massive d'informations sur les individu·es et les manières dont ils entrent en contact, rendue possible par la prolifération de mouchards, smartphones en tête, permet au pouvoir de les suivre à la trace, d'analyser leurs comportements, de contrôler leurs mouvements.

La traçabilité est aujourd'hui constante dans la vie quotidienne : carte bancaire indiquant nos achats

et les lieux et moments de ceux-ci ; péage autoroutier et carte de transport enregistrant les données de déplacement ; badges électroniques renseignant sur l'heure d'entrée chez soi, au parking ou sur son lieu de taf ; compteur *Linky* indiquant en temps réel l'utilisation d'appareils branchés au secteur (et donc notre présence dans telle pièce à telle heure) ; GPS (embarqué d'office dans les voitures neuves depuis 2017). Tout un réseau de puces et de prothèses électroniques (smartphone...) relayées entre elles stockent, échangent et transmettent des informations en continu, formant ce qu'est parfois nommé l'« Internet des objets ». Connectés et joignables en quasi permanence, nous devenons nous-même des objets communicants et géolocalisables, assurant la fonction de production et de relais de données.

SOURIEZ...

L'ASSOCIATION DE « CAMÉRAS INTELLIGENTES » (combinant captation d'images et analyse de celles-ci) et des « intelligences artificielles » - à croire que la connerie est réservée aux seules humaine-s - permet désormais l'identification automatique d'une passant·e. Celle-ci est d'autant facilitée quand sa biométrie, c'est-à-dire la description de ce qui est considéré comme spécifique à chaque individu·es comme l'empreinte digitale ou de l'iris, est connue - notamment par l'enregistrement de celles-ci dans les cartes d'identité, passeport, visas, etc. Les expressions émotionnelles faciales étant désormais mathématiquement modélisables, même notre humeur peut être détectée par des caméras. Mais bon, comme le dit le président de REDLab « si le cadre légal le permettait, nous pourrions grâce à la reconnaissance faciale retrouver un enfant qui se perd dans un grand parc de loisirs avec une simple photo sur un smartphone. » clin d'œil bionique au futures évadé·es ?

Le prétexte sécuritaire ou sanitaire est ce qui permet le mieux de rendre acceptable, momentanément puis de manière permanente, tout un arsenal de nouvelles technologies. Ainsi, l'épidémie de Covid 19 est une formidable occasion pour le pouvoir de mettre en œuvre ou d'approfondir ce qui se destine déjà à devenir la norme comme le déploiement de drones de surveillance (dont le Ministère de l'intérieur a lancé en avril dernier un appel d'offre pour en acquérir 650 supplémentaires) ou le traçage de qui l'on a approché (via l'application *StopCovid*, au succès heureusement encore bien modeste). Déjà en test dans les transports rouennais et produite par REDLab, une entreprise du même coin, la captation du (non-) port d'un masque technologie suscite l'intérêt de la SNCF ou du Zénith de Caen.

Une ordonnance prise le 25 mars 2020 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire permet aux opérateurs de téléphonie d'implanter des antennes-relais sans information ni autorisation préalable. Télé-

travailleuses et télé-travailleurs de tous les pays, unissons-nous... par Facebook.

TIRER LES CARTES, ÉCARTER L'INTEMPÉRIE

CE QUI SE DÉPLOIE TOUJOURS PLUS c'est une surveillance constante de tout ce qui ne rentre ou ne reste pas dans les cadres imposés, de ce qui bouge trop vite, ou pas assez, ou à trop nombreux afin de remettre dans le droit mailage ce qui trop dévie. Au delà de cette identification morphologique, il s'agit aussi d'analyser et d'identifier, en le comparant notamment à des données statistiques moyennes, « normales », des comportements déviants ou suspects par rapport à une situation habituelle. À Rouen toujours, est menée une expérimentation de 3 ans pour « lutter contre le harcèlement », prévoyant la détection automatique de mouvements, la visualisation en temps réel des situations à risque, l'installation dans les wagons de « capteur d'incivilité » qui lancera une alerte si le niveau sonore est trop élevé et la retransmission instantanée de tout cela au poste de commandement centralisé.

La banalisation des arrestations préventives et l'interdiction préventives de se rendre à tel lieu à tel moment sont des avants goûts d'une autre face de ce qui se déploie via les *smart cities* : celle de la prédiction. Se basant sur la mise en équation de mouvements-types (rassemblement festif ou émeutier, embouteillage, comportement vif ou apathique...) il s'agit de calculer les chances d'apparition de tel ou tel « événement », donnant naissance à la « justice prédictive ».

La méfiance vis-à-vis de l'incertain – défaut humain –, de l'improvisiste, et la nécessité d'optimiser flux et récoltes massives de données, encourage le développement toujours plus rapide et invasif de l'automatisation. Ainsi, au-delà de la simple suggestion ou alerte en cas de dysfonctionnement, de troubles dans l'ordre dominant, est prise de plus en plus l'intervention automatique par les machines, de la commande par le réfrigérateur de canettes quand il n'en reste plus qu'une, au tir meurtrier d'un drone.

SCAPHANDRES

LA RÉDUCTION DE L'INTERVENTION HUMAINE et la délégation de responsabilité, faisant des indi-

vidus de simples relais, se doublent d'une privation des sens et de la perception directe des choses. Ce qu'on nomme « réalité augmentée », autre élément des *smart cities*, peut sembler au premier abord une extension de l'expérience ordinaire. Elle est bien plus une privation de la perception directe de chaque sens humain, une bulle numérisée et individualisée.

S'il peut sembler exagéré d'envisager les villes actuelles comme des prisons à ciel ouvert, les taules restent le reflet exagéré de nos sociétés : ici la surveillance amplifiée et la substitution du contact humain par celui de machines. De cette délégation (des choix), médiation (des sens) et dépendance (aux objets, à l'énergie), résulte une réduction toujours plus accrue de l'autonomie des individus, resserrant davantage les filets de l'exploitation, du contrôle et de la dépossession généralisée de nos vies.

Mais la dématérialisation et la pressurisation ne sont jamais totales. L'interconnexion réduit de plus en plus la nécessité de la centralisation, et implique donc la démultiplication des relais (drones, caméras, antennes, câbles, transformateurs électriques, etc.), et donc des cibles. Il semble alors toujours temps d'organiser donc quelques ball-traps masqués, et d'échapper aux mascarades analogiques par quelques culbutes au clair de lune.

Pour aller plus loin :

Avis de tempête, 6-15 juin 2018

Les chaînes technologues d'aujourd'hui et de demain, éd. Entropie, 2016

Site : technopolice.fr



27 mars, Contulmo, Chili : Des mains anonymes ont placé des explosifs au pied d'une antenne de télécommunication, ce qui l'a totalement détruit. Le souffle de l'explosion a également endommagé une deuxième antenne dressée à quelques mètres.

18 avril, Pelt, Belgique : Une antenne de l'opérateur Telenet est brûlée. En réaction à cette attaque, l'accès au site internet donnant l'emplacement précis de chaque antenne sur le territoire belge a été verrouillé par un mot de passe.

Mai, Canada : Le 1er mai vers 2h, une antenne-relais située dans une zone commerciale du secteur ouest de Chomedey est livrée aux flammes, coupant les communications mobiles à plusieurs milliers de clients. Le 4 mai, deux antennes sont incendiées dans les Laurentides, à Prevost et à Piedmont. Le 5 mai vers 3h30, toujours à Laval, un autre pylône est brûlé, cette fois dans la zone industrielle de Fabreville.- Au total, 7 pylônes de télécommunication ont été endommagés par le feu en quelques jours.

1er mai, Philadelphie, États-Unis : Une antenne-relais est incendiée. La 'Bristling Badger Brigade' a revendiqué l'attaque en solidarité avec l'anarchiste Badger, actuellement en cavale depuis son inculpation pour des attaques similaires. à Bristol.

4 mai, La Haye, Pays-Bas : deux antennes-relais sont incendiées entre 1h30 et 2h, dont l'une est utilisée par des services de sécurité (flics, militaires et pompiers). Lors de la semaine précédente, trois autres relais avaient subi le même sort. En tout, depuis début avril, ce sont plus d'une vingtaine d'antennes-relais qui ont été sabotées par le feu partout dans le pays.

18 septembre, Fenouillet, France : Dans la nuit du 17 au 18 septembre, une antenne-relais à Fenouillet au nord de Toulouse, a brûlé. Alors qu'Airbus licencie ses employé-es, comme la plupart des grosses entreprises, le gouvernement renfloue leurs caisses et veut nous forcer à accepter les plans de restructuration tout numérique. Des objets et des usines connectés aux télé-travailleur-euses, la 5G est la base de notre exploitation à venir. Résistons ! Solidarité avec les travailleur-euses en lutte et les inculpé-es de la 5G, de Lons le saunier, Mulhouse, Lille et du Jura.

Signé : *Des spectres qui hantent l'Europe.*

Besançon : sur l'incarcération d'un compagnon anarchiste.

Le 27 mars 2020, une antenne-relais était incendiée au Fort de Brégille à Besançon, dans le Doubs. Le 10 avril, deux autres antennes distantes de plusieurs dizaines de mètres et implantées sur le Mont Poupet au-dessus de Salins-les-Bains, dans le Jura, partaient en fumée.

Ce ne sont pas les premières à connaître une fin chaletreuse, puisque plus d'une centaine de ces structures de la domination ont déjà été sabotées depuis deux ans, dont plus d'une vingtaine rien que pendant le confinement de printemps -soit quasi une tous les deux jours- et une soixantaine au total depuis le début de l'année. Et ce ne sont pas les dernières, puisque la lutte contre les cages technologiques continue de plus belle, sans attendre l'arrivée de la 5G pour s'en prendre aux relais de téléphonie mobile ou à la fibre optique, tant leur nuisance en terme de contrôle, de surveillance, d'aliénation, de dépossession ou de restructuration de l'économie a déjà été identifiée par beaucoup.

Mardi 22 septembre à l'aube, trois personnes ont été arrêtées et perquisitionnées à Besançon pour les attaques au Fort de Brégille et à Salins-les-

Bains, par les pandores de la Section de recherches (SR) de la gendarmerie de cette ville et par les flics de la Direction interrégionale de police judiciaire (DIPJ) de Dijon, agissant pour le compte d'une juge d'instruction de Nancy. Si deux d'entre elles ont été relâchées au bout de 24h après avoir donné leur ADN, la troisième personne a par contre été mise en examen pour « destruction par moyen dangereux » puis envoyée à la prison de Nancy-Maxéville. Cette troisième personne, accusée de destructions d'antennes pendant le confinement, est un compagnon anarchiste de Besançon, B., qui a depuis longtemps l'amour de la liberté et la haine de toute autorité solidement chevillée au corps. Il est désormais incarcéré en préventive sous mandat de dépôt renouvelable de quatre premiers mois. [...] Que chacun.e, de la manière qu'il estime la plus adéquate, s'oppose au terrorisme d'Etat et au totalitarisme démocratique, dont le meilleur des mondes technologique constitue assurément un des piliers. Et comme il est bien connu que la solidarité c'est l'attaque... à chacun.e son antenne !

Des anarchistes complices et solidaires, 4 octobre 2020